

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Nécessité « d'une » scission (*Varine*). — Vers le Parti Communiste. — Pour un Parti Communiste : Lettre de L. Trotsky à un syndicaliste français. — Programme d'action des Communistes italiens.

Héros et Martyrs du Communisme : Eugène Léviné (*Ludovic Baeumer*). — La Lutte contre la famine en Russie (*A. Svidersky*). — Chronique internationale : Finlande (*Vap*). — Documents divers.

## Nécessité " d'une " scission

Nous ne partageons pas l'indignation de ces camarades qui s'émeuvent des préparatifs de sécession de la droite et du centre du Parti (ce centre minuscule se confondant, en idéologie et en fait, avec la droite). Nous avons écrit souvent, et nous répétons aujourd'hui : « l'unité » ou la « scission » ne sont pas blâmables ou louables en elles-mêmes; il est aussi absurde de magnifier l'unité que de glorifier la scission *en principe*; la seule question qui se pose est celle de savoir ce que représentent les mots « unité » et « scission », à tel moment de l'histoire socialiste d'un pays, dans telles circonstances politiques, et d'apprécier quel intérêt le communisme peut tirer de *telle unité* ou de *telle scission*.

De ce point de vue, nous devons d'abord envisager ce qu'est l'unité actuelle du Parti et quels bienfaits ou quels mécomptes elle a réservés au mouvement révolutionnaire du prolétariat français.

Ce qu'on appelle l'unité, actuellement, n'existe pas : telle est la première constatation qui s'impose. Le Parti est formé de groupes qui se combattent et qui ne peuvent pas ne pas se combattre, car les opinions des uns s'opposent à celles des autres. Il faut donc, ou se tromper soi-même, ou vouloir tromper autrui, pour proclamer la nécessité de « maintenir » une unité qui n'est que fiction.

L'unité réelle, n'existant pas, on peut encore se demander si, néanmoins, l'état de choses déplorable en soi que l'on nomme unité, n'a pas été de quelque manière profitable à la cause prolétarienne. La réponse nous est donnée par le bilan des six dernières années : soumission à la bourgeoisie pendant la guerre impérialiste; abdication devant le wilsonisme à la fin de la guerre; servilisme à l'égard des dirigeants félons de la Confédération Générale du Travail, après la guerre; en toutes circonstances, absence d'esprit révolutionnaire, carence de doctrine socialiste. quand ce ne furent pas reniements et trahisons cyniques.

En vérité, l'unité qui couvre du drapeau rouge toutes ces turpitudes est une calamité. Non seulement elle permet à des politiciens de trafiquer impunément du socialisme, mais encore elle rend impuissants les sincères socialistes qui travaillent à l'affranchissement du prolétariat; par surcroît, elle discrédite l'idée même du socialisme, aux yeux des masses, au lieu de la corroborer.

Ces simples observations, que tout socialiste honnête a pu faire, comportent comme conclusion la nécessité pour les communistes de s'affranchir de tout lien les unissant artificiellement aux bourgeois et petits-bourgeois qui, sous le nom de socialistes, et dans le parti socialiste, servent les intérêts du capi-

tal. Les communistes ont pour mission d'éduquer et d'organiser le prolétariat, de le guider dans sa lutte contre la bourgeoisie et ses agents plus ou moins déguisés; ils n'ont pas de temps à perdre en discussions stériles avec les faux socialistes; surtout, ils n'ont pas à subordonner leur action à l'assentiment de leurs adversaires. Le besoin d'une scission s'impose donc inéluctablement; il reste à savoir quelle scission sera profitable au communisme.

Pour définir avec justesse la scission salubre, il faut considérer la composition de notre Parti. Politiquement, il comprend trois tendances: celle des communistes, de prédominance indiscutable; celle des centristes, dont le *Populaire* de Longuet et Paul Faure est l'expression; celle des réformistes « officiels » (ni plus ni moins réformistes que Longuet et Faure, mais plus francs) dont Léon Blum et Paul-Boncour sont les représentants. Nous négligeons à dessein les subtiles distinctions de nuances entre les membres de ces tendances, ces distinctions ne présentant aucun intérêt. La vérité exige de constater que les trois fractions, y compris celle des communistes, comprennent des éléments « indésirables » dans un Parti Communiste. Séparer les communistes des réformistes, des opportunistes, des contre-révolutionnaires de toutes étiquettes, telle est la tâche immédiate qui sollicite les communistes.

Cette tâche ne pourra être réalisée en un jour. C'est l'expérience du travail quotidien, de l'action révolutionnaire, qui permettra de séparer le bon grain de l'ivraie; c'est la vie et la lutte qui sélectionneront les hommes, en les mettant à l'épreuve. Mais les communistes ont le devoir d'envisager dès aujourd'hui les conditions de cette inévitable scission, et de faire qu'elle s'accomplisse au mieux des intérêts de la révolution.

L'éventualité d'une rupture des Communistes avec l'organisation existante est exclue de nos préoccupations. Dans le passé, nous n'avons pas quitté le Parti parce que nous savions que la masse de ses membres n'était pas corrompue, qu'elle était seulement égarée, et que les chefs seuls étaient responsables de la trahison du Parti, en 1914-1918. Nous avons entrepris l'organisation de l'opposition à la politique de trahison, dans des conjonctures pénibles, parmi des difficultés qui paraissaient quasi insurmontables. L'opposition a grandi, s'est fortifiée, a gagné aussi en forces intellectuelles, jusqu'à devenir, au Con-

grès de Strasbourg, près de la moitié du Parti. Ce n'est pas au moment où elle va triompher qu'il peut être question de sa sortie de l'organisation. La maison est à elle, c'est aux imposteurs d'en sortir.

Comment les faire sortir? C'est toute la question. Elle est résolue en partie, s'il est vrai que les imposteurs se soient concertés et décidés à ne pas attendre leur expulsion. Elle est à résoudre si, pour des motifs de stratégie politique, ils entendent séjourner dans le Parti pour y saboter le travail révolutionnaire. Dans ce cas, les reconstructeurs et les social-patriotes prétendront bénéficier de la déclaration remise à Daniel Renoult par Zinoviev, et feindront d'accepter les thèses et les conditions de Moscou, quelque horreur qu'ils en éprouvent: ils ne sont pas à un reniement près.

Il n'y a pas d'autre façon de tracer une démarcation entre communistes et non-communistes que de soumettre au Parti un programme communiste, que les uns acceptent, que les autres repoussent. C'est ce qu'a fait le *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale* en proposant aux Fédérations une « Résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste », résumant les thèses et les conditions du Congrès de Moscou. Cette résolution ont été opposées deux autres motions, également hostiles au communisme défini par la 3<sup>e</sup> Internationale, l'une claire, franche et écrite en français, signée Léon Blum-Bracke, l'autre fuligineuse, tortueuse et écrite en charabia, signée Longuet-Paul Faure. L'une et l'autre expriment, avec plus ou moins de bonheur, l'antithèse du communisme. Entre les partisans de l'une ou de l'autre et les communistes, il n'y a pas d'accord, de collaborations possibles. La ligne de démarcation est tracée.

C'est pourquoi la proposition de Zinoviev ne trouvera pas son application dans les conjonctures que nous traversons: les reconstructeurs soi-disant « de gauche » ont montré, en signant la résolution Longuet-Paul Faure, qu'ils n'ont absolument rien de commun avec les communistes. Quelle que soit leur attitude à l'issue du Congrès de Tours, nous refuserons de collaborer, dans les organes directeurs du Parti, avec des hommes qui auront combattu jusqu'au dernier moment notre programme communiste, et qui se seront résignés à le subir, parce que, malgré eux, contre eux, nous l'aurons fait triompher. S'ils déclarent s'incliner devant les

décisions du Parti, et accepter (comme l'a écrit Zinoviev) les thèses et les conditions de Moscou, ils resteront dans le Parti, et ce ne sont pas les occasions de se réhabiliter qui leur manqueront. Il dépendra d'eux que la confiance leur soit rendue et que le Parti les appelle, dans l'avenir, à des charges comportant des responsabilités.

Ceux qui prétendront, au nom de la « liberté de pensée », de la « liberté de parler », de la « liberté d'écrire », combattre le communisme au sein même du Parti devenu communiste, auront la liberté de penser, de parler et d'écrire *hors du Parti*. Les communistes ne toléreront pas dans leurs rangs les semeurs de doute, de scepticisme et de panique. Si Longuet s'imagine qu'il pense quand il rêve, qu'il parle quand il divague, qu'il écrit quand il barbouille du papier, nous n'aurons pas la cruauté de lui enlever ses dernières illusions : mais nul ne contestera à la majorité du Parti le droit d'envoyer un médiocre malfaisant exercer sa malfaisance ailleurs.

La fraction qui repousse explicitement l'adhésion à l'Internationale Communiste s'exclut d'elle-même du Parti. Il ne nous reste qu'à lui souhaiter bon voyage, en tirant notre chapeau devant des adversaires qui s'avouent loyalement.

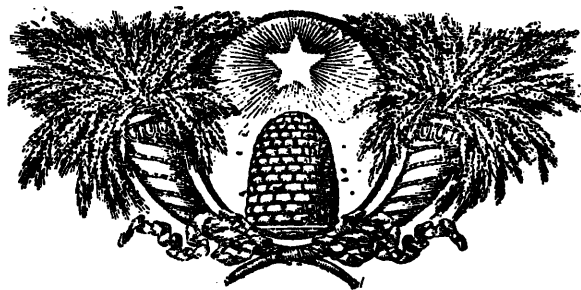
Quant aux faux communistes qui ont cru habile de se rallier à notre résolution, pour conserver des situations acquises ou pour conquérir des postes convoités; quant à ceux qui espèrent que rien ne sera changé au lendemain du Congrès de Tours, et que le vent emportera les engagements et les promesses; quant à ceux qui n'ont d'autre souci que d'être avec la majorité et qui seront dans notre fraction les communistes « indésirables », nous leur annonçons qu'ils trouveront à qui parler. C'en est fini de l'ancienne camaraderie débilite et corruptrice, des tolérances mutuelles dans l'inaction et l'indifférence. Pour prétendre à diriger la classe ouvrière dans la lutte des classes, le Parti devra devenir une organisation d'élite, sachant prêcher d'exemple, tenir dans l'action révolutionnaire le premier rang, écarter impitoyablement les traîtres et les défailtants. Ceux qui ont du Parti prolétarien cette conception ne laisseront pas transformer la section française de l'Internationale Communiste en section de la 2<sup>e</sup> Internationale.

Nous rappelons que nous, partisans des thèses et des 21 conditions de Moscou, avons con-

senti à nos camarades groupés autour de Cachin et Frossard quelques concessions d'importance secondaire, parfaitement compatibles dans les circonstances actuelles avec les principes de l'Internationale Communiste, à seule fin de réaliser l'accord entre les deux fractions sincèrement résolues de travailler pour la révolution prolétarienne, sous la direction de l'Internationale Communiste. Mais nous restons décidés à faire entrer en application les règles tracées par le 2<sup>e</sup> Congrès International. La motion que nous avons signée et défendue ne sera ni altérée, ni transgressée sans que nous dénoncions toute déviation et que nous lancions à nouveau le mot d'ordre de l'opposition, quelles qu'en puissent être les conséquences immédiates.

Nous n'avons pas signé un pacte avec la majorité, nous l'avons conclu avec le Communisme.

VARINE.



## Vers le Parti Communiste

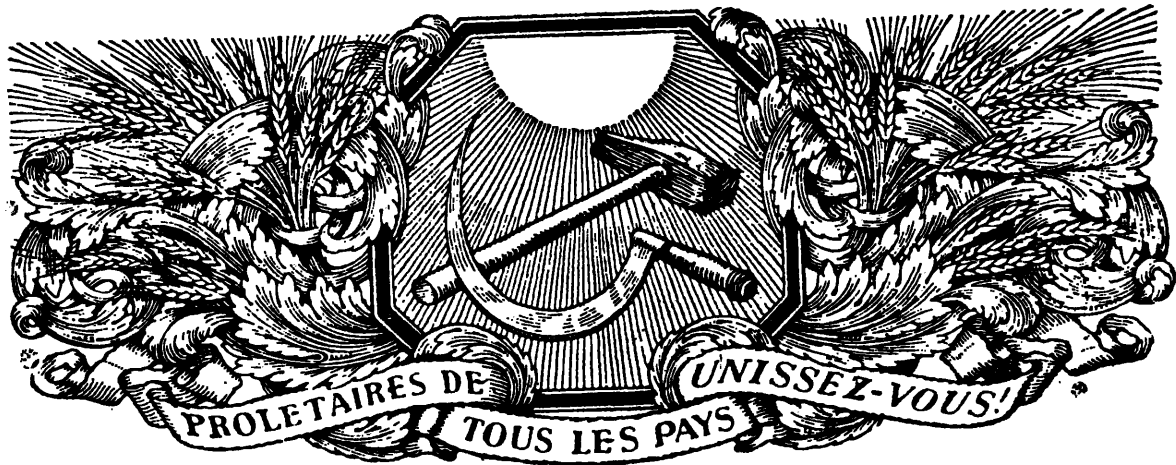
La Fédération Socialiste de la Seine, la plus importante de France par ses effectifs et par sa situation politique, a voté, dimanche dernier, la résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste, présentée par le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale et la fraction Cachin-Frossard.

On sait qu'à l'occasion du Congrès de Strasbourg, cette Fédération donna au Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale une majorité de 4.000 voix environ. Cette fois, notre point de vue triompha par plus de 10.000 voix de majorité.

Tel est le « haut-le-cœur » annoncé par Longuet et Paul Faure dans le *Populaire*.

La Fédération de la Loire a voté à l'unanimité, comme la Fédération de la Corrèze, notre résolution.

La Fédération de la Dordogne l'a votée à la presque unanimité.



# Pour un Parti Communiste

## Lettre de Léon Trotsky à un syndicaliste français

Cher ami,

Le caractère politique et la constitution de ses partis, vous font douter de la 3<sup>e</sup> Internationale. Votre crainte est de voir le mouvement syndicaliste français tomber à la remorque d'un parti politique. Laissez-moi vous faire part de mes idées à ce sujet.

Avant tout, je dois vous dire que le mouvement syndicaliste français, dont l'indépendance vous préoccupe, se trouve d'ores et déjà à la remorque d'un parti politique. Certes, ni Jouhaux, ni ses plus proches lieutenants, Dumoulin, Merrheim et autres ne sont encore députés, ils n'appartiennent encore à aucun des partis parlementaires. Mais c'est affaire tout simplement de division du travail. Au fond, Jouhaux mène dans le domaine syndicaliste une politique d'accord avec la bourgeoisie, absolument identique à celle que mène le socialisme français, type Renaudel-Longuet, dans le domaine parlementaire. Si on exigeait de la direction actuelle du Parti socialiste français qu'elle traçât un programme à la Confédération Générale du Travail et qu'elle nommât son personnel directeur, il n'y a pas l'ombre d'un doute : le Parti socialiste français sanctionnerait le programme actuel de Jouhaux-Dumoulin-Merrheim et laisserait ces messieurs aux postes qu'ils occupent. Si l'on envoyait Jouhaux et consortis siéger au Parlement et si l'on plaçait Renaudel et Longuet à la tête de la C. G. T., ce déplacement ne modifierait en rien la vie intérieure de la France, ni le sort de la classe ouvrière française. Vous êtes obligé vous-même d'en convenir.

Le tableau qui vient d'être esquissé prouve précisément qu'il ne s'agit pas de parlementarisme ou d'antiparlementarisme, ni non plus d'adhésion formelle à un parti. Les vieilles étiquettes se sont effacées et ne répondent plus au contenu nouveau. L'antiparlementarisme de Jouhaux ressemble comme deux gouttes d'eau au crétinisme parlemen-

taire de Renaudel. Le syndicalisme officiel d'aujourd'hui a beau renier — par tradition — tout parti, la politique de parti, etc..., le fait est que les partis bourgeois de France ne peuvent souhaiter de meilleurs représentants à la tête du mouvement syndicaliste français que Jouhaux, de même qu'ils ne peuvent souhaiter de meilleurs parlementaires « socialistes » que Renaudel et Longuet.

### Le but révolutionnaire du Proletariat

Certes, ces partis bourgeois ne leur ménagent pas les injures. Mais c'est uniquement pour ne pas ébranler définitivement leur crédit dans le mouvement ouvrier. L'essentiel n'est ni le parlementarisme, ni le syndicalisme — l'essentiel, c'est le caractère de la politique suivie par l'avant-garde de la classe ouvrière tant au Parlement que par l'organe des syndicats. Une politique vraiment communiste, c'est-à-dire une politique ayant pour but de renverser la domination de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois, trouvera son expression révolutionnaire dans toutes les manifestations vitales de la classe ouvrière, dans toutes les associations, institutions et organes où pénétreront les représentants de cette classe : syndicats, meetings, presse, partis communistes, sociétés révolutionnaires secrètes travaillant l'armée ou préparant l'insurrection, tribune parlementaire même, si les travailleurs avancés envoient au Parlement d'authentiques représentants révolutionnaires.

Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but — la

*dictature du prolétariat* — n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts, s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

### Nécessité d'un Parti Communiste

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que, seuls, les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières, ne suffisent pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure, et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste ? Nous l'appelons le *Parti Communiste*.

Mais alors, direz-vous, ce Parti n'a rien de commun avec le Parti socialiste français actuel ? C'est absolument vrai. Et c'est précisément pour établir bien nettement la différence que nous ne parlons pas de Parti socialiste, mais de Parti Communiste.

— Néanmoins, vous parlez de *parti* ?

— Oui, nous parlons de parti. Bien sûr, on peut démontrer, non sans succès, que le mot même de parti est fortement compromis par les parlementaires, les bavards professionnels, les charlatans petits-bourgeois et autres du même accabit.

Mais ces inconvénients n'affectent pas seulement les partis politiques.

Nous avons déjà reconnu ensemble que les organisations professionnelles (syndicats français, trade-unions anglaises, gewerksschaften allemands)

se sont passablement compromises, elles aussi, par suite du rôle honteux que leurs leaders ont joué pendant la guerre et continuent, pour la plupart, à jouer. Et pourtant, ce n'est pas encore une raison suffisante pour renoncer à l'emploi du mot « syndicat ». D'ailleurs, vous en conviendrez, ce qui importe, n'est pas la terminologie, mais la nature des choses. Sous le nom de Parti Communiste, nous comprenons l'union de l'avant-garde du prolétariat en vue de la dictature du prolétariat et de la révolution communiste.

Les arguments invoqués contre la politique et contre le parti cachent très souvent une méconnaissance anarchiste du rôle de l'Etat dans la lutte des classes. Proudhon disait que l'atelier ferait disparaître le gouvernement. Ce n'est vrai qu'en un sens : la société future sera un formidable atelier libéré du principe gouvernemental, puisque le gouvernement ou l'Etat n'est que l'appareil de contrainte de la classe dominante et que dans la société communiste il n'y aura plus de classes. Mais toute la question est de savoir par *quel chemin* nous arriverons à la société communiste. Proudhon pensait que nous y arriverions par la voie de l'association. L'atelier ferait disparaître peu à peu le capitalisme et l'Etat. Cela, l'événement l'a montré, c'est la plus pure des utopies : c'est l'atelier qui a disparu devant l'usine monstre et par-dessus ses ruines s'est élevé le trust monopolisateur. Les syndicalistes français croyaient et nombre d'entre eux le croient encore, que les syndicats supprimeraient la propriété capitaliste et détruiraient l'Etat bourgeois. C'est faux. Les syndicats apparaissent comme un puissant appareil de grève générale coïncidant avec les méthodes et procédés des organisations syndicales. Mais pour que la grève devienne vraiment générale, il est nécessaire d'avoir une « minorité directrice » qui, de jour en jour, d'heure en heure, fasse l'éducation révolutionnaire des masses. Il est évident que cette minorité ne doit se grouper ni par métier, ni par profession, mais sur la base d'un programme déterminé d'action révolutionnaire prolétarienne. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce n'est là autre chose que le Parti Communiste.

### Insuffisance des moyens syndicaux

Mais pour renverser la domination de la bourgeoisie, la grève générale, qu'il est tout indiqué de réaliser par l'appareil des syndicats, ne suffit pas (1). La grève générale est une arme bonne pour la défense et non pour l'attaque. Or, ce que nous voulons, c'est renverser la bourgeoisie et lui arracher des mains la machine gouvernementale. La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'armée. Seule l'insurrection armée, mettant le prolétariat face à face avec l'armée, porte à ses éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et gagne à sa cause la meilleure partie de cette armée ; seule l'insurrection armée du prolétariat est en mesure de le rendre maître de la situation dans le pays. Mais pour la réussite de l'insurrection, il faut une préparation énergique et

(1) Il faut bien dire cependant que l'histoire a connu des grèves générales déclanchées en l'absence presque totale d'organisations professionnelles, comme la grève d'octobre 1905 en Russie. Et par contre les tentatives de grève générale faites par les syndicalistes français ont toujours jusqu'à présent abouti à des échecs, justement à cause de l'absence en France d'une organisation révolutionnaire directrice (parti communiste), préparant quotidiennement, systématiquement l'insurrection du prolétariat, au lieu de s'essayer de temps en temps à improviser quelque manifestation purement décorative.

acharnée : propagande, organisation, préparation technique. Il faut à tout moment dénoncer les crimes et les vilénies de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale : politique internationale, atrocités coloniales, despotisme intérieur de l'oligarchie capitaliste, bassesses de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire vraiment révolutionnaire dont il faut savoir tirer toutes les conséquences révolutionnaires qui en découlent. Or, ces thèmes sortent des cadres de l'organisation syndicale et de son rôle.

Parallèlement à cette préparation, on devra procéder à la création de points d'appui organisés pour l'insurrection du prolétariat. Il faut que dans tout syndicat local, dans chaque usine, chaque atelier, il y ait un groupe d'ouvriers liés indissolublement par une idée commune et capables au moment décisif, par leur action unanime, d'entraîner la masse avec eux, de lui montrer la bonne route, de la préserver des erreurs et de lui assurer la victoire. Il faut pénétrer dans l'armée. Dans chaque régiment doit exister un groupe solide et cohérent de soldats révolutionnaires prêts et résolus, au jour de la rencontre avec le peuple, à passer eux-mêmes du côté des ouvriers et à entraîner tout le régiment avec eux. Ces groupes de prolétaires révolutionnaires cimentés par l'idée, liés par l'organisation, ne pourront agir avec plein succès que s'ils sont les cellules d'un Parti Communiste unifié et centralisé. Si nous réussissons à avoir dans les diverses institutions gouvernementales et, notamment, dans les institutions militaires, des amis sûrs, avoués ou secrets, au courant de toutes les affaires, intentions et machinations des cliques dirigeantes, nous renseignant à temps sur tout, il est manifeste que nous ne pourrions qu'y gagner. De même, ce ne sera pour nous qu'une force de plus si nous réussissons à envoyer au Parlement bourgeois ne fût-ce qu'une poignée de militants fidèles et dévoués à la cause de la révolution communiste, en contact étroit avec les organes légaux et illégaux de notre Parti, strictement subordonnés à la discipline du Parti, jouant le rôle d'éclaireurs du prolétariat révolutionnaire au Parlement, cet état-major politique de la bourgeoisie, et prêts à tout moment à quitter la tribune parlementaire pour la barricade.

Bien sûr, cher ami, ces ouvriers ce ne sont ni Renaudel, ni Sembat, ni Varenne. Mais n'avons-nous pas connu Karl Liebknecht ? Lui aussi était membre du Parlement. La canaille capitaliste et social-patriote étouffait sa voix. Mais les quelques paroles d'accusation et d'appel qu'il put lancer par-dessus la tête des tortionnaires du peuple allemand, secouèrent les sentiments et la conscience de centaines de milliers d'ouvriers allemands. Karl Liebknecht descendit du Parlement sur la place de Potsdam pour appeler les masses prolétariennes à la lutte. Il quitta la place pour le bain et le bain pour les barricades de la Révolution. Lui, l'ardent partisan des soviets et de la dictature du prolétariat, il estima ensuite qu'il était nécessaire de participer aux élections à l'Assemblée Constituante allemande. En même temps, il organisait les soldats communistes. Il est tombé à son poste révolutionnaire. Qu'était Karl Liebknecht ? Syndicaliste ? Parlementaire ? Journaliste ? Non, c'était le révolutionnaire communiste qui se frayait sa route vers les masses à travers tous les obstacles. Il s'adresse aux syndicats en démasquant les Jouhaux et Merrheim d'Allemagne. Il dirige l'action du Parti dans l'armée en préparant l'insurrection. Il publie des journaux révolutionnaires et des appels légaux et illégaux. Il pénètre dans le Parlement pour servir là aussi la

cause qu'aux autres heures de la journée il servait dans les organisations clandestines.

### Organes de la Dictature Proletarienne

Aussi longtemps que l'élite du prolétariat français n'aura pas fondé un Parti Communiste centralisé, elle ne s'emparera pas du pouvoir, elle ne supprimera pas la police bourgeoise, le militarisme bourgeois, ni la propriété privée sur les moyens de production. Or, sans ces conditions... l'atelier ne supprimera pas l'Etat. Celui qui, après l'expérience de la Révolution russe, ne l'a pas compris, est perdu sans espoir. Mais, même après que l'insurrection triomphante aura fait tomber le pouvoir entre les mains du prolétariat, celui-ci ne pourra pas immédiatement liquider l'Etat en remettant l'autorité aux syndicats. Les syndicats organisent les couches supérieures de la classe ouvrière par profession et par industrie. Le pouvoir, lui, doit refléter les intérêts et les exigences révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'organe de la dictature du prolétariat, ce ne sont pas les syndicats, mais les soviets élus par tous les travailleurs, et, dans le nombre, par des millions d'ouvriers qui n'ont jamais appartenu à aucun syndicat et qui sont, pour la première fois, réveillés par la Révolution.

Mais ce n'est pas tout que former des soviets. Il faut encore que ces soviets aient une politique révolutionnaire déterminée. Il faut qu'ils distinguent nettement les amis des ennemis, il faut qu'ils soient capables d'actions décisives et si les circonstances l'exigent d'action impitoyable. L'exemple de la révolution russe et celui des révolutions hongroise et bavaroise démontrent que la bourgeoisie ne dépose jamais les armes après sa première défaite. Bien au contraire. Dès qu'elle se rend compte de tout ce qu'elle a perdu, son désespoir ne fait que doubler et tripler son énergie.

Régime des soviets, veut dire régime de lutte implacable avec la contre-révolution indigène et étrangère. Qui donc donnera aux soviets élus par les ouvriers un niveau de conscience différent, un programme d'action clair et précis ? Qui les aidera à s'orienter dans le dédale de la situation internationale et à trouver la bonne voie ? A coup sûr ce ne peut être que les prolétaires les plus conscients et les plus expérimentés liés indissolublement par l'unité du programme. Et c'est encore une fois le Parti Communiste.

Quelques simples d'esprit (ou peut-être au contraire quelques fins matois) dénoncent avec horreur chez nous en Russie le Parti « dirige les soviets et les organisations professionnelles ».

Les syndicats français, disent certains syndicalistes, « réclament leur indépendance et ne souffriront pas que le Parti les commande ». Mais comment donc, cher ami — je le répète encore — les syndicats français souffrent-ils la direction de Jouhaux, autrement dit d'un agent manifeste du capital franco-américain ? Leur indépendance formelle ne préserve pas les syndicats français de l'influence de la bourgeoisie. Les syndicats russes ont répudié pareille indépendance. Ils ont renversé la bourgeoisie. Et ils y sont parvenus parce qu'ils ont chassé de leurs rangs les sieurs Jouhaux, Merrheim, Dumoulin et les ont remplacés par des combattants fidèles, éprouvés, sûrs, c'est-à-dire par des communistes. Ce faisant, ils n'ont pas assuré seulement leur indépendance contre la bourgeoisie, mais encore leur victoire sur elle.

C'est vrai, notre Parti dirige les organisations professionnelles et les soviets. En a-t-il toujours



été ainsi ? Pas du tout. Ce poste directeur le Parti du prolétariat l'a conquis au prix d'une lutte incessante contre les partis petits-bourgeois, menchéviks, socialistes révolutionnaires et contre les neutres, c'est-à-dire les éléments retardataires ou sans principe. Il est vrai, les menchéviks défaits par nous, disent que nous nous assurons la majorité par la « violence ». Mais comment se fait-il que les masses laborieuses, qui ont renversé le pouvoir du tsar, puis celui de la bourgeoisie, puis celui des conciliateurs, qui cependant détenaient l'appareil de contrainte gouvernemental, non seulement tolèrent présentement le pouvoir et la « contrainte » du Parti Communiste dirigeant les soviets, mais entrent encore dans nos rangs en nombre toujours plus grand ? Cela s'explique exclusivement par ce fait qu'au cours de ces dernières années la classe ouvrière russe a acquis une énorme expérience. Elle a eu la possibilité de vérifier par la pratique la politique des divers partis, groupes ou cliques, de comparer leurs paroles et leurs actes et d'en arriver ainsi, en fin de compte, à cette conclusion que le seul Parti demeuré fidèle à lui-même à tous les moments de la révolution, dans les échecs comme dans la victoire, a été et reste encore le Parti Communiste. Aussi quoi de plus naturel, si chaque réunion d'ouvriers, chaque conférence syndicale élit des communistes aux postes les plus importants ? C'est la définition même du rôle directeur du Parti Communiste.

### L'Unité de front révolutionnaire

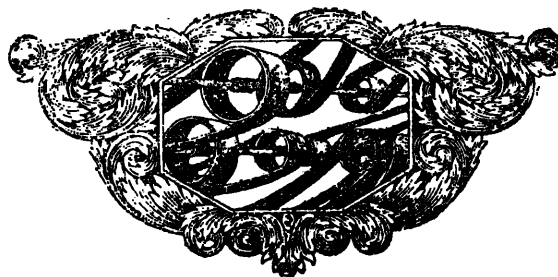
A l'heure actuelle les syndicalistes révolutionnaires, ou plus exactement, les communistes, tels que Monatte, Rosmer et autres, constituent une minorité dans le cadre des organisations syndicales. Ils y sont dans l'opposition, ils y critiquent et dénoncent les machinations de la majorité dirigeante qui exprime les tendances réformistes, autrement dit les tendances purement bourgeoises. C'est dans une situation identique que se trouvent les communistes français dans le cadre du Parti Socialiste qui défend les idées du réformisme petit-bourgeois. Monatte et Jouhaux ont-ils une politique syndicaliste commune ? Non pas : ils sont ennemis. L'un est au service du prolétariat, l'autre défend sous une forme déguisée les tendances bourgeoises. Loriot et Renaudel-Longuet ont-ils une politique commune ? Non pas : l'un conduit le prolétariat à la dictature révolutionnaire, l'autre assujettit les masses laborieuses à sa démocratie bourgeoise. Maintenant, qu'est-ce qui distingue la politique de Monatte et celle de Loriot ? C'est uniquement que Monatte opère de préférence sur le terrain syndical, et Loriot dans les organisations politiques. Mais il ne fait voir que la division du travail. Les syndicalistes vraiment révolutionnaires, de même que les socialistes vraiment révolutionnaires, doivent se grouper dans un même Parti Communiste. Ils doivent cesser d'être l'opposition au sein de partis qui, au fond, leur sont étrangers. Ils doivent sous la forme d'une organisation indépendante, sous le drapeau de la 3<sup>e</sup> Internationale, se présenter devant les grandes masses, donner des réponses claires et précises à toutes leurs questions, diriger leur lutte et l'orienter sur la voie de la révolution communiste. Les organisations syndicales, coopératives, politiques, la presse, les cercles clandestins dans l'armée, la tribune parlementaire, les municipalités, etc., etc., ne sont que des variétés d'organisation extérieure, de méthodes pratiques ou de points d'appui. La lutte reste une, par son contenu, quel que soit le domaine dans lequel elle se

produise. L'élément actif dans cette lutte, c'est la classe ouvrière. Son avant-garde directrice, c'est le Parti Communiste, dans lequel les syndicalistes vraiment révolutionnaires doivent occuper la place d'honneur.

Votre

L. TROTSKY.

Moscou, 31 juillet 1920.



**BIBLIOTHÈQUE**  
**COMMUNISTE**  
**EN VENTE**  
 dans toutes les Librairies  
 socialistes et communistes

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i> .....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> .....	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i> .....	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i> .....	0 75
JACQUES SABOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i> .....	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .....	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> .....	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> .....	0 40
VAILLANT-COUTURIER. — <i>A ceue des champs</i> ....	0 50
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i> .....	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> .....	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (volés par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> .....	3 »

# Le Programme d'Action des Communistes Italiens

La crise qui depuis longtemps tourmente notre parti, sur laquelle votre attention a été fréquemment appelée, soit à la suite des récents événements en Italie, soit par suite des délibérations du second Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale, rend nécessaire et urgent, à l'approche du Congrès du Parti, un effort harmonieux des éléments de gauche du parti pour sortir enfin d'une situation intolérable et qui contraste avec les exigences de la lutte révolutionnaire du prolétariat italien.

Tout cela nous a induits à prendre l'initiative d'un mouvement de préparation au Congrès dans le but d'arriver à une entente harmonieuse entre tous ces camarades qui sentent vraiment la nécessité que le Congrès indique une solution définitive et énergique du vaste problème.

Nous ne nous attarderons pas à vous rappeler quelle est la situation de notre pays : les conditions dans lesquelles il a participé et est sorti de la grande guerre mondiale, pas plus que les épisodes de cette période troublée de l'après-guerre, qui démontrent même à nos adversaires les multiples symptômes de l'irréparable désorganisation du régime actuel, et son incapacité à lutter contre les conséquences révolutionnaires de sa propre débâcle.

D'autre part, le frémissement, l'enthousiasme, l'élan rebelle des masses de toutes les couches du prolétariat, croissent tous les jours et se manifestent par de continuelles agitations, par l'ardeur avec laquelle les batailles de classes sont conduites et dans l'aspiration parfois indistincte qu'elles se termineront par la victoire finale de la révolution prolétaire.

La bourgeoisie, quoique consciente de sa propre impuissance à faire face au chaos de son régime social, concentre ses dernières énergies à la défense contre cette marche des masses révolutionnaires. D'un côté, elle organise des corps réguliers et irréguliers pour la répression armée des soulèvements ouvriers. De l'autre, elle développe une politique russe de concessions apparentes et de mensongère bienveillance envers les désirs des masses.

Les organes qui dirigent l'action prolétaire, auxquels incomberait la tâche de développer une opposition victorieuse à cette politique de conservation bourgeoise, ont, plus d'une fois, montré jusqu'à l'évidence, leur propre insuffisance. L'organisation syndicale recueillie, toujours plus, de nombreux groupes de travailleurs. Cependant que ceux-ci montrent dans les agitations et dans les grèves qu'ils sentent le besoin d'élargir le champ de lutte et de s'avancer vers les conquêtes révolutionnaires, la bureaucratie dirigeante des syndicats imprime à toute l'action les caractères traditionnels de la bataille corporative et l'enserme dans les limites d'une vaine poursuite d'améliorations graduelles des conditions de vie du prolétariat.

Quant au parti politique de la classe ouvrière, le parti socialiste, qui devrait avoir la tâche de grouper autour de lui toutes les énergies révolutionnaires d'avant-garde, d'imprimer un nouveau caractère et une nouvelle direction aux méthodes de lutte pour la conquête des buts extrêmes du

communisme, il se révèle lui aussi incapable d'accomplir sa fonction.

Il est vrai que la majorité du Parti, en adoptant à Bologne le nouveau programme maximaliste et en donnant son adhésion à l'Internationale de Moscou, croyait avoir répondu aux exigences du problème historique, lequel, depuis la fin de la grande guerre, a mis partout face à face les deux conceptions opposées de la lutte prolétaire : la conception sociale-démocrate, déshonorée par la faillite de la 2<sup>e</sup> Internationale et par sa collaboration complice avec la bourgeoisie, et la conception communiste, forte des affirmations originales du marxisme et de l'expérience glorieuse de la révolution russe, laquelle, organisée dans la nouvelle Internationale, lançait au prolétariat son mot d'ordre révolutionnaire ; c'est-à-dire : lutte violente pour abattre le régime bourgeois, dictature du prolétariat, régime des soviets.

Mais en réalité, le Parti, illusionné peut-être par la satisfaction légitime d'avoir tenu, pendant la guerre, une attitude différente de celle des autres partis de la 2<sup>e</sup> Internationale, ne comprit pas la nécessité que le changement formel du programme dût être accompagné d'un renouvellement profond de sa structure et de son action.

Les événements successifs ont démontré à travers des circonstances qu'il est superflu de rappeler, combien le parti était encore loin d'être à la hauteur de la tâche révolutionnaire que la situation historique lui confiait. Il n'a pas essentiellement modifié ses conceptions politiques, et surtout son action parlementaire, s'en tenant aux méthodes traditionnelles de l'avant-guerre, et a souvent fait le jeu du gouvernement bourgeois. Au moment où il aurait fallu appliquer des solutions décisives, des hommes restaient au pouvoir dont les conceptions étaient dépassées par les événements et auxquels le parti ne sut arracher ni la direction syndicale, ni la direction parlementaire, et l'on retombe ainsi dans les vieilles méthodes de raccommodement et de négociations. Les masses prolétaires, désillusionnées, se dirigent donc en partie vers d'autres courants révolutionnaires, militant hors du parti, comme les syndicalistes et les anarchistes, lesquels, quoique ayant sur le processus révolutionnaire des conceptions avec lesquelles des communistes ne peuvent être d'accord, critiquent justement l'attitude des chefs du parti qui contraste singulièrement avec leur langage révolutionnaire.

C'est donc à cause des raisons que nous avons rappelées et pour celles que les éléments de gauche ont déjà, en beaucoup d'occasions, amplement commentées, que le parti socialiste italien s'est révélé incapable de remplir sa tâche, et c'est pour ces raisons que le congrès international de Moscou, en accueillant la requête des camarades italiens de tendance plus avancée a décidé de peser avec clarté et fermeté la question du renouvellement de notre parti, et a fixé les bases sur lesquelles le prochain congrès de notre parti devra travailler pour obtenir un tel résultat.

Quelle est donc la tâche du prochain Congrès ? Quels sont les objectifs que nous devons établir



pour arriver à ce que, au lieu de dégénérer en une réunion où se tiennent de vaines palabres, et où l'on pratique de subtiles manœuvres de couloirs, l'on affronte au contraire courageusement le mal et l'on y apporte les remèdes les plus radicaux ? Nous croyons que ces objectifs et ces intentions devraient être communs à tous les camarades qui partagent non seulement les principes fondamentaux du communisme, l'intention d'appliquer de la façon la plus énergique les délibérations de Moscou, tant à la constitution du parti qu'à son action. Ces délibérations constitueront la plate-forme commune d'action de ces groupes et de ces courants de gauche, qui, tout en se différenciant sur des détails, sur la conception de certains problèmes de doctrine et de tactique, se trouvent d'accord sur les critiques, faites d'un point de vue révolutionnaire, de l'insuffisance d'action du Parti.

Le programme d'action commun que nous avons en vue pour le Congrès peut, à notre avis, être résumé dans les points principaux qui suivent :

1° Changement du nom du Parti en celui de *Parti Communiste d'Italie* (Section de l'Internationale communiste) ;

2° Revision du programme accepté à Bologne, quelques points devant être rendus plus conformes aux principes de la 3<sup>e</sup> Internationale, pour l'opposer encore une fois au programme social-démocrate, dont est partisan la droite du parti.

3° Exclusion conséquente et formelle de tous les membres ou organisations qui se sont déclarés ou se déclareront contre le programme communiste par leur vote dans les sections ou au Congrès, ou qui par toute autre action se seront mis hors du parti.

4° Modification des statuts du parti, pour y introduire les conceptions d'homogénéité, de centralisation, de discipline, qui sont la base indispensable de la structure du parti communiste, adoptant parmi les autres innovations, le système d'une période de candidature pour les nouveaux inscrits au parti et celui des revisions périodiques de tous les inscrits. La première de ces innovations devra être mise à exécution par le Congrès

5° Obligation pour tous les membres du parti à la complète discipline d'action pour toutes les décisions tactiques des Congrès Internationaux et Nationaux, avec octroi de pleins pouvoirs au Comité central désigné par le Congrès pour en observer l'exécution.

6° Les buts de l'activité du parti seront définis en vue de la réalisation des conceptions établies par le Congrès de Moscou et seront principalement les suivants :

a) Préparation de l'action insurrectionnelle du prolétariat, en utilisant toutes les possibilités de propagande légale, et en organisant, en même temps et systématiquement le travail illégal, afin de réaliser toutes les prémisses indispensables à l'action et en assurant les moyens matériels.

b) Organiser dans tous les syndicats, sociétés de métiers, coopératives, fabriques, entreprises agricoles, etc., des groupes communistes reliés à l'organisation du parti pour la propagande, pour leur conquête et pour la préparation révolutionnaire.

c) Action dans les organisations économiques pour en conquérir la direction au Parti Communiste. Appel aux organisations prolétaires révolutionnaires qui sont en dehors de la Confédération Générale du Travail, afin qu'elles y entrent pour soutenir la lutte des communistes contre la direction actuelle et ses dirigeants. Résiliation du pacte d'alliance entre le parti et la C. G. T., qui est inspiré des principes social-démocrates, suivant la parité des droits entre parti et Syndicats, afin d'y

substituer la direction effective des organisations économiques prolétaires du parti communiste, grâce à la discipline des communistes qui travaillent dans les Syndicats.

Sortie de la C. G. T. de l'Internationale jaune d'Amsterdam aussitôt qu'elle sera conquise aux conceptions du parti communiste et adhésion à la section syndicale de l'Internationale Communiste, comme il est prévu par la constitution de cette dernière

d) Lutte pour la conquête par le Parti Communiste de la direction du mouvement coopératif, pour le délivrer des influences actuelles bourgeoises et petites-bourgeoises, afin de le rendre solidaire du mouvement révolutionnaire de classes du prolétariat.

e) Participation aux élections politiques et administratives (conseils municipaux, d'arrondissement, etc.) avec un caractère entièrement opposé à la vieille pratique social-démocrate, dans le but de développer la propagande et l'agitation révolutionnaires, et de hâter la débâcle des organes bourgeois de la démocratie-représentative. Revision par les organes du parti, sous la direction du Comité Central, de la composition de tous les organes élus, soit dans les Communes, soit dans les provinces, soit au Parlement avec faculté de les dissoudre. Contrôle et direction permanente de la part du Comité Central, de l'activité de tous ceux qui subsisteront. Le groupe parlementaire sera considéré comme l'organe désigné pour accomplir une fonction spécifique tactique, suivant les indications de la Centrale du Parti, et, il n'aura pas la faculté de se prononcer en tant que corps délibérant sur des questions qui concernent la politique générale du Parti

f) Le Comité Central contrôlera toute la propagande, et disciplinera tout spécialement la presse du Parti, dont les comités de rédaction et de direction seront nommés ou confirmés par la Centrale, qui en contrôlera l'œuvre sur la base des délibérations du Congrès.

g) Etablir un contact étroit avec le mouvement des Jeunesses, suivant les conceptions de l'Internationale Communiste. Intensification de la propagande parmi les femmes.

Nous espérons que ces lignes générales du programme d'action commune, recueilleront l'approbation de tous les communistes et qu'ils voudront contribuer activement à en assurer le triomphe par une vaste agitation et par l'organisation de toutes les forces qui se mettront sur ce terrain. A l'œuvre donc ! Que la cause communiste triomphe au-dessus du faux sentimentalisme d'unité, contre toutes les mesquines questions de personnalités.

Nicola Bombacci, Amedeo Bordiga,  
Bruno Fortichiarì, Antonio Gramsci,  
Francesca Misiano, Luigi Polano,  
Umberto Terracini.

Milan, Octobre 1920.

## MISE AU POINT

Une ligne sautée, en tête de la lettre de notre Directeur emprisonné, Boris Souvarine (lettre publiée dans le dernier numéro) a fait disparaître l'indication du destinataire.

Ce destinataire est le Directeur du *Populaire*, Jean Longuet.

Nos lecteurs l'auront d'ailleurs compris en lisant la lettre.

## HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

### EUGÈNE LÉVINÉ

Était-il Russe ou Allemand et quel était le lieu de sa naissance ? Personne ne l'a jamais su, et sa personnalité n'était pas de celles qui provoquaient de pareilles questions. Si on les lui avait posées, il aurait certainement souri et les aurait immédiatement oubliées. C'était un révolutionnaire, non un homme de programme, mais un homme vivant dont toute la vie était une sorte de mythe personnifiant la plus haute idée que l'on puisse se faire de l'humanité. Bolchevik, membre du Parti Communiste allemand — du groupe de Spartacus — c'était un de ces révolutionnaires pour lesquels les cadres du Parti ne sont pas un lien qui unit seulement une étroite organisation. Il tenait ce lien, pour ce qu'il est en réalité : un amour fraternel et susceptible de s'élargir indéfiniment, un lien essentiellement capable de relier un jour et d'unir dans un vaste amour toute l'humanité, capable aussi de réveiller à l'intérieur de cette association embrassant le monde entier, le cœur vivant, aimant de l'humanité libérée.

Je fis la connaissance d'Eugène Léviné à la conférence d'Empire. Il avait la physionomie inspirée et sereine d'un homme d'Orient, d'un Israélite, d'un de ces vrais chrétiens qui n'ont d'autre religion que celle de l'amour et de la douceur. Il n'était pas causeur, il avait le diplôme de docteur ès sciences économiques ; autant que je le sache, il avait obtenu son grade scientifique en Allemagne. Il s'occupait avec un intérêt tout spécial de la question de l'économie collective dans le domaine de l'industrie agricole. Il lut un rapport sur ce thème à la conférence, et il s'efforça de faire de cette question, le centre de l'attention générale, persuadé qu'il était de l'extrême importance du problème qu'il étudiait. Je passai avec lui la veille du jour de l'an et la soirée suivante, après le travail fatigant de la conférence. Nous parlâmes du communisme et de ses lois psychologiques, du communisme comme phénomène historique, force naturelle et élément cosmique fondamental dans les assises éternelles de l'univers et dans son développement. Léviné était un homme libre, entièrement affranchi des préjugés bourgeois et sans haine aucune. « Elle se rendra elle-même à la raison », me répondit-il, un jour, où je voulais savoir son opinion sur la bourgeoisie. Je le revis de nouveau à Berlin au mois de février. Nous causâmes des matinées et des soirées entières échangeant des récits de choses vécues. Il me raconta les tristes jours de janvier à Berlin, — moi, les événements qui avaient eu lieu à Brême. Tous deux, nous consumions avec horreur la tournure anormale qu'avaient prise les événements que nous avions vécus, tournure provoquée par la politique draconienne du Parti gouvernant. Nous nous quittâmes, sans nous concer-

ter sur l'avenir. Nous nous sommes rencontrés de nouveau à Munich au mois de mars. On nous l'avait envoyé avec la mission de se charger de la rédaction du *Drapeau Rouge*. Sur la multitude des physionomies diverses, mais toutes bien portantes des Bavarois, membres du Congrès bavarois des Soviets, son visage pâle, surmené et devenu très nerveux, se détachait. Comme moi, il n'était qu'un spectateur à ce premier Congrès des Soviets à Munich. Comme moi, il souffrait du désarroi irremédiable qui régnait à ce Congrès, du spectacle repoussant des misérables jalousies et intrigues de parti qui donnaient sujet aux socialistes de la majorité de dénaturer complètement l'idée des Soviets, et fournit à l'aile droite des indépendants l'occasion de conclure une entente avec la diète bavaroise qui traînait encore son existence dans l'ombre de sa propre peur.

Nous nous voyions chaque jour. Il s'efforçait de me faire travailler. Mais j'étais incapable de faire quoi que ce fût, tellement j'étais bouleversé par ce Congrès de soviets caricaturaux. Il en ressentait certainement les mêmes impressions, mais il travaillait à en devenir fou. Le matin, il venait me prendre à l'hôtel. Un jour, il me prit à part, me dit tout ce qu'il avait sur le cœur et me demanda d'une voix saccadée : « Dites donc, ne trouvez-vous pas que la révolution revêt quelque peu à Munich un caractère d'opérette ? » Malgré tout, il suivait chacun de ses pas avec l'ardent enthousiasme de l'homme entraîné par le côté moral du mouvement ; il marchait sur ses traces, là, où les symptômes clairement exprimés de la révolution prolétarienne imminente lui indiquaient la route. Il allait aux ouvriers, et le prolétariat l'accueillait comme le champion paisible autant qu'inspiré de la cause prolétarienne. J'assistai encore à un de ses rapports à l'assemblée des délégués du groupe local de Munich du Parti Communiste allemand. Avec une insistance contenue et naïve il exhorta l'assemblée à se mettre à l'œuvre de l'organisation révolutionnaire, et à s'efforcer d'organiser tout d'abord la révolution à Munich. Je me rappelle presque textuellement le commencement de son rapport : « J'ai l'impression, — ainsi commença-t-il — que l'on attache ici, à Munich, trop d'importance à la grande politique, que l'on s'occupe trop du grand avenir et que, par suite, l'on néglige les exigences de l'heure présente et ce qui doit, avec le temps, devenir la base de cet avenir. Nous adoptons naturellement, le régime des soviets ; c'est l'unique forme d'organisation économique et politique qui existe pour nous, mais préalablement, nous devons créer un état de choses qui rende possible la réalisation de ce seul régime. Cet état de choses n'existe pas encore, et si le camarade X... exige, au Congrès bavarois des

Soviets, l'instauration du régime soviétiste et soutient en principe la légitimité de cette exigence, il conviendra certainement avec moi, que la proclamation de la république bavaroise soviétiste dans les circonstances politiques actuelles de l'Empire, serait une folie et aurait des suites funestes. La situation politique actuelle, elle aussi, est la base de notre politique révolutionnaire. C'est en nous basant sur la situation économique que nous devons créer nos forces de combat, destinées à porter nos coups politiques. Nous devons nous occuper de l'organisation révolutionnaire des ouvriers. Il faut constituer des soviets d'ouvriers avec les soviets des fabriques qui représenteront ainsi les masses des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles et avec la multitude des sans-travail, afin de conférer à ces soviets ouvriers, tout d'abord, une force d'attaque morale et matérielle et ensuite une haute autorité intellectuelle et morale ». Il passa ensuite à un exposé plus détaillé de l'organisation de ces soviets ouvriers, à la réglementation des élections et au système électoral. Il parla de l'indifférence devant les élections et du système de formation des soviets des éléments de trois partis politiques ouvriers et il montra que le temps travaillait dans le sens de la propagande communiste. Il mit en garde contre la hâte ; il fit voir que la politique bavaroise ainsi que l'adhésion des socialistes de la majorité au régime des soviets étaient les bâtons les plus dangereux dans la roue de la révolution. Il resta à Munich. Il essaya de toutes ses forces de détourner la catastrophe imminente. La retenue, montrée au début, par les communistes fut son œuvre. Mais c'est aussi grâce à lui, que les communistes se mirent en avant pour sauver la révolution de la tragédie de l'anarchie, lorsque la coalition du gouvernement soviétiste, composée

des socialistes de la majorité et des indépendants, se désagrégea à Munich, et que l'anarchie menaçait le pays. Il se désista de ses fonctions, lorsqu'il eût été criminel d'essayer d'enrayer la catastrophe. Il se serait sauvé s'il l'avait pu. Il tenait pour nuisible et immorale la transformation des défaites inévitables du mouvement révolutionnaire en saturnales de vengeance bestiale, en orgies de haine affolée, dépassant toutes les limites de la passion humaine. Ils se saisirent de lui, le plus dangereux des communistes de Munich. Dangereux, il l'était par sa rare compréhension de la logique de la révolution, par ses facultés d'organisateur, par sa constance à poursuivre, sans dévier du droit chemin, le but de la révolution prolétarienne et à se guider uniquement sur ce but. Mais il était plus dangereux encore, si possible, parce qu'il était dirigé uniquement par l'idée du dévouement au prolétariat révolutionnaire, parce qu'il avait bon cœur, parce que c'était un homme véritable qui prodiguait à tous les trésors de sa bonté. Et cette bonté nourrissait son cerveau et faisait que chacune de ses pensées était tendue vers la volonté de faire le bien. Aussi a-t-il attiré sur sa tête un verdict dicté par la vengeance sauvage, lui, qui jusqu'à la fin, fut le plus actif de nous tous. On le fusilla, on le sacrifia à la vengeance fatale que l'avenir impitoyable jugera sans merci. On l'a tué. Était-il communiste ? oui. Bolchevik ? assurément. Ainsi tomba Leviné, un des meilleurs représentants de l'humanité. Le monde entier fut sa patrie, les frontières des différents pays n'existaient pas pour lui et la révolution prolétarienne, telle Cybèle livrant ses enfants, le choisit pour servir sa cause, comme le meilleur des meilleurs, comme le porte-parole le plus noble de sa volonté libératrice.

Ludovic BAEUMER.

## La Lutte contre la Famine en Russie

Au moment où la famine devient un phénomène mondial, expression concrète de la faillite du régime capitaliste, et conséquence directe de la guerre impérialiste, l'histoire de la lutte entreprise par la Russie contre la famine présente le plus grand intérêt. Ayant eu le premier à faire face à la famine, ce pays est le premier qui ait fait l'expérience des divers systèmes de lutte contre la faim, correspondant aux divers régimes politiques et sociaux. Cet historique vient à son heure grâce à la connaissance que nous avons acquise, dans le domaine du ravitaillement, d'une assez grande quantité d'éléments permettant de procéder à une étude impartiale des mesures prises en Russie en cette matière. Mais ces éléments ont besoin d'être systématisés.

L'histoire de la lutte contre la famine en Russie peut être divisée en trois périodes qui, chacune, ont une valeur propre.

La première période est celle du tsarisme ; le pays étouffait alors dans l'étouffement du régime bureaucratique et policier ; la seconde est celle de l'activité très courte du gouvernement provisoire qui établit la dictature de la bourgeoisie ; la troisième

est celle du pouvoir des soviets, dictature du prolétariat et des paysans pauvres.

L'insuffisance des vivres a commencé à se faire sentir dès les premiers mois de la guerre mondiale. Elle n'était pas alors le résultat du manque des produits, mais celui d'une conjoncture économique spéciale, créée par la guerre et extrêmement favorable au développement de la spéculation.

Tandis que les ouvriers et les paysans, sous la menace du bâton, sacrifiaient leurs biens et leur sang à la guerre criminellement insensée, déchaînée par les classes dirigeantes, les capitalistes, gros et petits, et les propriétaires terriens s'enrichissaient grâce aux commandes de guerre, grâce à maintes combinaisons avantageuses avec les titres et fonds d'Etat, grâce à la tendance de tous les prix courants à une hausse incessante et inflexible. Le prix des grains, en particulier, s'est élevé pendant les 9 premiers mois de la guerre, de 23 % par rapport aux prix moyens de 1913-1914.

Est-il nécessaire de démontrer que le gouvernement du tsar, s'appuyant sur la classe des pro-

propriétaires terriens et sur une minorité ploutocrate, était organiquement incapable de prêter une attention suffisante aux besoins alimentaires des grandes masses de travailleurs, réduits de jour en jour à une misère plus grande par suite de la cherté croissante des vivres ? La politique économique s'attachait à laisser les classes dominantes profiter de l'occasion d'un enrichissement sans difficulté ni limites.

Aussi le gouvernement du tsar n'accorda-t-il d'abord que peu d'attention à la hausse démesurée des prix. Il se borna au début à résoudre la question du ravitaillement de l'armée, et ce n'est que plus tard, quand les travailleurs manifestèrent à haute voix leur mécontentement, qu'il essaya de remédier à la crise des vivres dans toute son étendue.

Calculées d'après cette manière d'envisager la question, les mesures du gouvernement tsariste ne pouvaient évidemment avoir qu'un caractère occasionnel et ne furent d'ailleurs que des palliatifs. Leur défaut capital était de n'être nullement dictées par le désir de lutter efficacement contre la crise, mais bien plutôt par celui de ne pas porter préjudice aux hommes de proie et aux chacals qui s'enrichissaient, à la faveur de la guerre, aux dépens des classes non possédantes.

Organiser l'approvisionnement des grains pour l'armée par l'intermédiaire de fondés de pouvoirs spéciaux, dans la plupart des cas représentants du *zemstvo*, c'est-à-dire propriétaires fonciers, intéressés à ce que les prix des grains fussent élevés ; fixer des prix maxima sur les grains tout en laissant à ces fondés de pouvoir la faculté de ne pas s'y conformer ; réglementer le commerce des produits de consommation par l'intermédiaire des gouverneurs de province, à qui était conféré le droit de taxer les produits principaux. Telles sont les mesures que le gouvernement du tsar osa prendre jusqu'à la seconde moitié de l'année 1916. Les détenteurs de produits et de marchandises s'adaptèrent rapidement à toutes les mesures du gouvernement et y trouvèrent en fin de compte le moyen de hausser davantage encore les prix.

Ce n'est qu'à la fin de 1916, lorsque la famine se fit véritablement sentir dans les villes et les centres industriels, où elle provoqua une série de grèves de fabriques et usines, et lorsque les stocks de l'armée furent presque entièrement épuisés, que le gouvernement tsariste, après de multiples hésitations, se décida à réquisitionner la quantité de grains qui lui était nécessaire.

Cette mesure arrivait trop tard — les jours de l'autocratie étaient déjà comptés — et, de plus, un gouvernement qui s'appuyait sur un groupe de capitalistes et de propriétaires terriens n'était pas de taille à la réaliser, car elle entraînait l'emploi de la force armée contre le paysan, et la guerre avait donné à ce dernier le sens de la révolution tout autant que celui des prix élevés sur les grains.

Toutes les mesures du gouvernement tsariste en matière de ravitaillement étaient fondées sur la liberté du commerce, à laquelle seule on n'apportait que d'insignifiantes restrictions et, comme l'expérience l'a prouvé, elles ne donnèrent pas de résultats positifs. La liberté du commerce et le libre jeu, la libre concurrence des intérêts économiques ne purent arrêter le développement de la crise alimentaire, mais, au contraire, favorisèrent extraordinairement son extension dans les conditions créées par la guerre mondiale.

Avec la tentative malheureuse du gouvernement

tsariste d'obtenir des grains par voie de règlement coercitif, la première partie de la lutte contre la crise alimentaire en Russie se termine. Avec la constitution du gouvernement provisoire, la politique du ravitaillement entre dans une phase nouvelle.

Quelques mois avant la révolution, la bourgeoisie industrielle, obligée de céder à la hausse inévitable des salaires provoquée par la hausse continue des prix des vivres, mais très peu disposée à abandonner une partie de ses profits en faveur des propriétaires terriens et des paysans aisés, avait commencé une campagne en faveur de l'établissement de prix fermes sur les grains et de la réglementation de la vente des produits alimentaires essentiels. Il est naturel qu'une fois en possession du pouvoir, la bourgeoisie n'ait pas tardé à transporter la solution de la question du ravitaillement sur un autre terrain.

Par la loi de mars 1917 sur le monopole des grains, le gouvernement provisoire déclara ces derniers propriétés de l'Etat et rendit obligatoire la remise des excédents aux organes de l'Etat, au prix ferme. Comparé au règlement du gouvernement tsariste, c'était un grand progrès : c'était la première atteinte sérieuse à la liberté du commerce, exploitée par la spéculation florissante qui accroissait les difficultés du ravitaillement ; de plus, les propriétaires terriens, déposés du pouvoir, ainsi que les paysans aisés, étaient appelés à faire, sous forme de prestation, divers sacrifices dans le but d'alléger la crise alimentaire.

La bourgeoisie industrielle qui tenait maintenant les rênes de l'Etat se faisait une idée très simple de la question. Elle s'imaginait pouvoir, en fixant un prix ferme sur les grains et en supprimant la liberté du commerce des céréales, laisser entre les mains de la spéculation les produits de l'industrie minière et manufacturière nécessaires à l'agriculture, sans que fût troublée la liberté du commerce en général et sans porter atteinte aux bases capitalistes de production. Ce point de vue, s'il eût prévalu, eût amené l'asservissement économique de l'agriculture au capital industriel.

Pour qu'une pareille politique fût couronnée de succès, il eût fallu que le pouvoir de la bourgeoisie ne se réduisit pas à une simple apparence et que le gouvernement provisoire eût une force réelle. Mais, « courroux est vain à faible main ».

La révolution fit surgir les forces créatrices de la classe ouvrière, décidée à ne point s'arrêter à des demi-mesures. Quant aux paysans, d'esprit révolutionnaire, ils voulaient à tout prix, après avoir renversé le pouvoir politique des propriétaires terriens, se débarrasser aussi des vieilles chaînes économiques et n'étaient nullement disposés à se laisser imposer un nouveau servage.

Toutes ces raisons ensemble obligèrent le gouvernement provisoire à louvoyer. D'une part il déclara les grains propriété de l'Etat et commença à introduire le monopole d'Etat en cette branche du commerce ; et, de l'autre, il fut forcé de faire des concessions et de confier la réalisation de la « réforme » des grains aux paysans, surtout aux paysans aisés intéressés à la liberté du commerce des grains ; obligé de tenir compte des réclamations des ouvriers, qui avaient faim, le gouvernement provisoire essaya, pour se concilier les paysans, d'organiser l'échange des marchandises, mais, en même temps, fidèle aux intérêts de la bourgeoisie qu'il représentait, il ne put, et ne voulut d'ailleurs pas, prendre aucune des me-

sures qui auraient pu donner, à ce point de vue, des résultats réels.

On ne peut donc pas s'étonner de ce que la politique du gouvernement provisoire en matière de ravitaillement, dirigée en plein contre les paysans et préoccupée de maintenir dans la vie industrielle la liberté du commerce et les rapports de droit civil antérieurs (afin de sauvegarder les intérêts du capital industriel), échoua aussi pitoyablement que toutes les mesures prises en cette matière par le gouvernement tsariste. Il est curieux de constater que la mesure finale à laquelle se résigna le gouvernement provisoire en matière de ravitaillement, ce fut la menace d'employer la force pour se procurer la quantité de grains nécessaire : le gouvernement provisoire décida, comme le gouvernement du tsar, d'employer la contrainte à l'égard des paysans qui ne voulaient pas se soumettre au règlement ; mais ni l'un ni l'autre n'eurent le temps de mettre leurs menaces à exécution.

La question du ravitaillement était devenue le nœud complexe de toute une série de questions politiques et économiques et le nœud ne pouvait être tranché que par la classe intéressée à la destruction de l'ancien régime et à la construction d'un nouvel ordre politique et social. Seule cette classe pouvait opposer à la libre concurrence et à la liberté du commerce, au nom de la lutte contre la famine, la contrainte de l'Etat.

Cette classe, ce fut la classe ouvrière, qui conjointement avec les paysans, s'empara du pouvoir en octobre 1917. Elle n'avait pas à flatter les appétits des groupes sociaux enrichis à la faveur de la guerre et au prix de la misère populaire. La tâche dont le gouvernement provisoire avaient été organiquement incapables de s'acquitter put être réalisée par le gouvernement des ouvriers et des paysans et ne pouvait l'être que par lui.

Tous les produits de grande consommation doivent être mis à la disposition de l'Etat et répartis par ce dernier selon ce principe : « Qui ne travaille pas ne mange pas » ; les producteurs doivent recevoir pour leurs produits un prix ferme et juste ; les grandes et moyennes entreprises de production doivent être nationalisées, de même que le commerce privé... Telle est la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement, et c'est elle qui caractérise la troisième période de l'histoire de la lutte contre la famine en Russie.

Les ennemis du gouvernement des ouvriers et des paysans font remarquer que cette nouvelle politique n'a pas sauvé la Russie de la famine. C'est exact ; au cours des dernières années la famine a augmenté en Russie.

Mais qu'est-ce à dire ? Est-ce à dire que la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement ne répond pas aux intérêts de la population affamée ? Ou bien, admettant que le nœud complexe des questions qui constituent le problème du ravitaillement est tranché, ne peut-on expliquer pourquoi les questions elles-mêmes qui composent ce problème sont loin d'être résolues ?

Chacun doit comprendre que si la famine en Russie n'est pas vaincue, c'est parce que le nouveau régime social qui a succédé au capitalisme est né au milieu de souffrances inouïes... Vaincre la famine dans les conditions actuelles équivaut à briser définitivement et sans retour la résistance de la bourgeoisie, à remédier aux conséquences désastreuses de la guerre impérialiste et

aux inconvénients inséparables d'une époque de transition, à réédifier enfin la vie politique et économique du pays sur des bases entièrement nouvelles.

Or, une pareille tâche ne saurait être accomplie dans un temps restreint et suppose un progrès réparti sur un grand nombre d'années. La difficulté du problème est encore accrue par le fait que la Russie soviétiste, entourée d'un cercle de fer par ses ennemis, est actuellement comme une forteresse assiégée et doit faire des efforts héroïques pour se défendre.

Pour apprécier la politique des soviets en matière de ravitaillement, il faut se placer à un autre point de vue que celui du moment présent. Il faut se demander ce que seraient devenues les masses des travailleurs, dans les conditions créées par la guerre impérialiste, si le pouvoir appartenait encore aux propriétaires terriens ou à la bourgeoisie.

La liberté du commerce n'a pu empêcher la crise alimentaire alors que la guerre n'avait pas encore ébranlé l'économie populaire jusque dans ses fondements, et il va de soi que, étant données la dépréciation actuelle de l'argent et la rareté croissante des marchandises, elle aurait été à plus forte raison incapable d'arrêter l'accroissement de la crise. Dans les conditions actuelles, la liberté du commerce ne serait autre chose que la liberté du lucre et améliorerait l'approvisionnement des classes possédantes sans rien donner aux travailleurs.

Si le pouvoir n'appartenait pas aux ouvriers et aux paysans, c'est à la bourgeoisie qu'échouerait la petite quantité de produits que le producteur laisse arriver sur le marché. Les classes possédantes accapareraient aussi la quantité dérisoire de marchandises dont le pays dispose actuellement.

La tâche fondamentale vers laquelle tend la politique du pouvoir des soviets en matière de ravitaillement consiste à donner avant tout à l'ouvrier, au paysan pauvre et au paysan moyen, et à ne pas donner à la bourgeoisie, si cela est contraire aux intérêts des ouvriers et des paysans. Or cette tâche serait rendue impossible si le pouvoir des soviets renonçait aux principes que nous avons indiqués et qui constituent sa politique en matière de ravitaillement.

Le pouvoir des soviets, peut-on objecter, donne peu de chose aux ouvriers et aux paysans. Soit ! Mais il donne tout ce qu'il a et les ouvriers et paysans ne pourraient recevoir d'aucun autre gouvernement ou régime ce qu'ils reçoivent du pouvoir des soviets.

En ce qui concerne la question essentielle, qui est au centre du problème du ravitaillement, la question du pain, il faut remarquer que, malgré la difficulté d'obtenir du paysan les grains, en dépit de la dépréciation totale de l'argent et du manque de marchandises, le pouvoir des soviets a réussi là où ont échoué le gouvernement du tsar et le gouvernement provisoire : il a établi la prestation en grains. Alors qu'en dix mois de l'exercice 1917-1918, les organes des soviets n'avaient pu retirer des campagnes, sous forme de prestation pour la population manquant de pain, que 30 millions de pouds de grains, pendant les 12 mois de l'exercice 1918-1919, ils en ont obtenu 110 millions de pouds. Au cours de la campagne actuelle, les quantités de grains qui parviennent aux lieux de chargement sont supérieures encore à celles de l'année dernière.

Obtenir que le paysan donne ses grains est une

tâche des plus ardues. Si le succès du pouvoir soviétiste en cette matière est chaque année de plus en plus marqué (et c'est un fait que nous pouvons affirmer maintenant), c'est que la voie qu'il a choisie en matière de ravitaillement est la bonne.

N'oublions pas que la famine devient un phénomène mondial. Partout les gouvernements bourgeois mettent à l'essai pour les combattre les moyens qui ont été employés par les classes dominantes en Russie, et partout les masses ouvrières affamées perdent confiance dans ces moyens.

La classe ouvrière russe a, la première, pris d'assaut le pouvoir. La première, elle s'est engagée dans la voie pénible qui, à travers des difficultés inouïes, peut seule assurer la suppression de la misère dans l'avenir et la diminution de la famine aujourd'hui, au détriment, il est vrai, de la bourgeoisie...

Dans le monde entier, les ouvriers montent à l'assaut du pouvoir ; poussés par la faim, ils combattent la crise alimentaire par les mêmes moyens que leurs frères russes. Leur victoire sera la victoire contre la famine dans le monde entier.

A. SVIDERSKY.

# Chronique Internationale

## FINLANDE

Du pays des capitalistes, des grands propriétaires fonciers, des banquiers, des spéculateurs, des ministres, des gouverneurs, des officiers, de l'Etat des gardes blancs et de la police, nous envoyons notre salut cordial à tous les camarades de la République Soviétiste des ouvriers, des paysans et des soldats rouges.

Ici, en Finlande, les assassins et les brigands de 1918 se promènent en liberté comme par le passé. Les baïonnettes des gardes blancs étincellent, provocantes, et les *nagai kas* des agents secrets travaillent sans trêve. Maintenant encore, on peut ici tuer les ouvriers presque impunément, surtout dans les régions frontalières et dans les cachots de la police. La torture dans les caves de l'administration centrale de la police, et dans les camps de concentration est, comme auparavant, à l'ordre du jour. Les espions et les mouchards pullulent. Les organisations légales et secrètes en sont remplies. Les perquisitions et les arrestations sont devenues chose normale. Dans le quartier ouvrier d'Helsingfors, à Sériassé, les rafles sont continues.

La situation du prolétariat, livré pieds et poings liés aux cruautés de la répression est vraiment terrible. Mais la classe ouvrière finlandaise se lève quand même : tout le fait sentir. Au dernier Congrès de leur Parti, les social-démocrates croyaient déjà avoir bridé le prolétariat et tenir ferme les rênes en mains. Mais ils ont dû bientôt se rendre compte que les masses populaires leur glissaient entre les doigts.

L'appel aux masses du dernier Congrès de notre Parti Communiste les invitait à se séparer catégoriquement des social-traîtres de l'Internationale Jaune, n'est pas resté sans résultat. Toute une série d'organisations a quitté les rangs du Parti social-démocrate. Le Comité provisoire de l'aile gauche du Parti socialiste, mandataire de l'organisation communale d'Helsingfors prépare la convocation d'un Congrès qui procédera à la fondation d'un nouveau Parti socialiste sur la base de la lutte de classes. Les masses ouvrières des villes et des campagnes adhéreront sans conteste au nouveau Parti

qui entrera dans la 3<sup>e</sup> Internationale. On peut être entièrement certain que ce Parti attirera dans ses rangs 75 % au moins des ouvriers organisés ; de plus, tous les ouvriers très nombreux, qui, ne voulant pas entrer dans le Parti social-démocrate se tenaient hors des cadres des organisations légales, adhéreront au nouveau Parti. Il est hors de doute que ce dernier répudiera le programme de la démocratie socialiste et arborera l'étendard rouge, l'étendard de combat du marxisme révolutionnaire. Il ne manque qu'un organe central et jusqu'à présent on ne parvient pas à le créer à Helsingfors. Le journal communiste existant, le *Savon-Kanssa*, est édité dans une province éloignée (à Kuopio) et partant, ne peut satisfaire pleinement aux besoins des masses ouvrières de l'aile gauche du Parti socialiste.

L'état d'esprit de ces masses est incontestablement révolutionnaire. Leur courage et leur confiance en elles-mêmes ne fait que croître. Elles ont déjà brisé les chaînes de la social-démocratie et sont mûres pour la révolution prolétarienne. Quoique la bourgeoisie et les social-traîtres se soient efforcés de les tenir en esclavage, la conscience communiste devient chez elles de plus en plus nette et le sentiment que la révolution est inéluctable commence à pénétrer même les cercles non prolétariens. Les brillantes victoires de la Russie des Soviets et la révolution à Arkhangelsk, à Mourmansk et en Carélie russe ; le départ de la flotte anglaise et l'affaiblissement de l'Entente ont puissamment contribué à relever le moral du monde travailleur. La soif de liberté s'accroît. Les prisons et les postes de police regorgent de détenus politiques et l'agitation dans les masses ouvrières augmente. Maintenant, il n'est pas rare d'entendre un ouvrier chuchoter, les yeux ardents : « Eh bien maintenant, nous aurons bientôt les rieurs de notre côté ! »

Les gardes blancs finlandais vont-ils se hâter maintenant de conclure la paix avec la Russie des Soviets pour relever leurs affaires ? — nous le verrons bientôt. Dans tous les cas, les ouvriers finlandais comme les anciens Romains, accepteraient plus volontiers la guerre que la paix.

La République finlandaise de la garde blanche est à la débâcle économique complète et se trouve



maintenant acculée à une catastrophe inévitable. Les social-démocrates blancs n'ont pas épargné leurs efforts pour améliorer les finances de la garde blanche. Néanmoins, la situation financière est tellement grave que les partis bourgeois de la Diète se cassent la tête sans résultat à chercher le moyen de repriser les trous béants de la budget finlandais qui n'est plus qu'une loque, est criblé. De la solution de cette question dépendra celle de la forme de gouvernement. Toutes les classes sociales gémissent sous le fardeau insupportable des impôts ; les fabricants menacent de fermer leurs entreprises, les cultivateurs de cesser le labourage de la terre et les ouvriers et les petits employés ne savent où trouver des moyens de payer leur morceau de pain devenu terriblement cher, car tout ce qu'ils gagnent leur est enlevé par le gouvernement sous forme d'impôts. Si, à tout cela, vient s'ajouter la guerre, les masses n'auront plus qu'à choisir entre la révolution ou la famine. La République des gardes blancs se décompose de son vivant. Le sabotage général de la classe ouvrière y est pour beaucoup, ainsi que les grèves dont la vague commence seulement à monter. Les ouvriers sont poussés à la grève par la misère qui devient pour eux de plus en plus insupportable.

Tandis que les forces de la classe ouvrière ne font chaque jour qu'augmenter, la bourgeoisie s'affaiblit chaque jour davantage. J'ai déjà mentionné la décomposition du Parti social-démocrate qui a définitivement perdu toute autorité. Les ouvriers le quittent en masse. Son organe principal, le *Suomen Socialdemocrati*, qui s'est ravalé au rôle de dénonciateur, a perdu, au cours de la dernière année, plus de la moitié de ses abonnés. Le tirage de ce journal atteint maintenant à peine 35.000 exemplaires. Les compagnies des lansquenets de la bourgeoisie commencent également à se désagréger. Beaucoup de citoyens et de cultivateurs refusent d'en porter les insignes qui leur attirent la haine générale. Voyant la tournure que prennent les événements, ils déclarent vouloir se tenir en dehors de tout Parti. Sur le papier, la garde, composée de volontaires, compte plus de 100.000 hommes, mais en réalité son effectif est moitié moindre. Il est clair d'ailleurs que dans une telle République, pourrie jusqu'à la moelle, il ne peut exister une armée blanche nombreuse et solidement organisée, quels que soient les fonds qu'on assigne à son entretien. En outre, l'influence de la révolution mondiale grandissante commence à se faire sentir si fortement en Finlande que les aveugles mêmes commencent à y voir clair.

Il est actuellement impossible de maintenir dans l'obéissance les masses populaires au moyen seulement des baïonnettes et des fouets des gendarmes, cette vérité a été encore une fois confirmée par l'exemple du gouvernement qui s'était intitulé : Gouvernement Russe du Nord et qui a fait un fiasco complet. Ajoutez à cela que le gouvernement finlandais éprouve de plus en plus de difficultés à procurer du pain aux masses populaires.

On a cessé en Finlande de distribuer la ration alimentaire à partir du mois d'avril. Avec quoi le gouvernement nourrira-t-il le peuple jusqu'à l'automne ? — C'est là l'énigme. Avec du plomb ? Mais à la « ration de plomb » le peuple pourra aussi répondre avec du plomb.

Telle est la situation dans la République finlandaise des gardes blancs.

Nous sommes particulièrement fiers du détachement des soldats rouges finlandais et des élèves des Ecoles militaires rouges. Nous en attendons beaucoup. Nous envoyons notre salut communiste à tous les camarades communistes.

Vive la révolution communiste mondiale !  
Vive la Finlande Soviétiste !

VAP.

## NOTE DE LA RÉDACTION

Pour compléter cette intéressante lettre nous communiquons ici les renseignements que nous avons reçus au sujet du Congrès pour la constitution du Parti Socialiste finlandais.

Convoqué par les socialistes de l'aile gauche, il fut ouvert le 13 mai. Nous ne connaissons encore la marche des séances que par les communications du journal social-démocratique de l'aile droite, le *Suomen Socialdemocrati* du 14 mai.

Immédiatement après l'ouverture du Congrès, le préfet de police d'Helsingfors, accompagné des représentants de la police de la ville et de la police secrète, parut dans la salle des séances. Les autorités avaient même amené leur propre sténographe. Les couloirs de la maison ouvrière où avait lieu l'assemblée étaient remplis d'agents de police.

75 personnes arrivèrent au Congrès. L'assemblée fut ouverte par A. Ratikainen, après quoi, on élut un bureau composé de E. Pekkala, Zet Kheikkilla et A. Ratikainen. K. Kivi, A. Kholmé et Leino furent élus secrétaires.

Dans son discours d'ouverture, Ratikainen protesta contre la présence de la police à l'assemblée.

Ensuite, on décida de créer un Parti, qui fut nommé Parti Socialiste Ouvrier finlandais. 28 questions furent inscrites à l'ordre du jour. Le secrétaire du Parti I. A. Lekhkinen soumit au Congrès le compte rendu de l'administration provisoire du Parti, qui fut transmis sans discussion à la commission.

Après l'élection de différentes commissions, E. Pekkala fit un rapport sur le projet du programme du nouveau Parti. Il indiqua dans son rapport que le pouvoir bureaucratique bourgeois et le mode de production bourgeois devaient être abolis et qu'à leur place devait être institué un nouveau mode de production dans lequel toute la direction se trouverait entre les mains des Soviets ouvriers. Les Soviets ouvriers doivent être les dépositaires de tout le pouvoir public, leurs membres doivent être responsables envers les électeurs et doivent travailler en liaison étroite avec ces derniers. Les députés peuvent être en tout temps rappelés par leurs électeurs si ceux-ci ne sont pas satisfaits de leur activité. C'est sur ces bases que doit être construit le programme du Parti.

La question suivante à l'ordre du jour était celle des élections politiques et communales. Pekkala était rapporteur. Il indiqua que le parlementarisme est un support de l'état bourgeois et que le gouvernement bourgeois, dans tous les pays, a besoin, pour se maintenir au pouvoir, du concours des représentants ouvriers dans les assemblées législatives, dans les organes communaux et, dans certaines circonstances, dans le gouvernement même. Néanmoins, selon le rapporteur, le Parti ne doit pas se prononcer d'avance sur sa participation aux futures élections à la diète, car une décision à ce sujet serait prématurée. Les organisations locales devront dans chaque cas parti-

culier décider la question de la participation aux élections communales.

Le secrétaire provisoire du Parti I. A. Lekkkinen fit un rapport sur l'amnistie des prisonniers politiques, blâma la fraction social-démocrate de la diète de ne pas avoir utilisé tous les moyens pour obtenir une amnistie pour tous les condamnés politiques, pour ceux qui se trouvent dans les prisons finlandaises aussi bien que pour ceux qui ont émigré à l'étranger.

Au cours des discussions qui s'élevèrent au sujet dudit rapport, la camarade Hélène Miakelli indiqua que la question se posait d'une tout autre façon. La loi sur les poursuites judiciaires contre les « criminels politiques » votée par la diète « amoindrie » (1) a été illégalement édictée. Il fallait donc, dès le début, exiger, non pas l'amnistie, mais l'abrogation de cet arrêté illégal en vertu duquel ont été condamnés les camarades enfermés dans les prisons ou émigrés à l'étranger.

Sulo Wuolioki soumit au Congrès un rapport sur la question agraire, dans lequel il développa les opinions exposées dans un livre qu'il vient d'écrire à ce sujet.

On refusa d'admettre au Congrès les représentants du journal *Suomen Sosialdemokrati* et ceux du bureau de la Presse Ouvrière, en raison de leur action nuisible à la classe ouvrière. On vota un blâme au journal *Suomen Sosialdemokrati* pour sa campagne contre les communistes.

Le second jour du Congrès, le 14 mai, I. L. Lekkkinen fit un rapport sur l'Internationale. Le rapporteur, d'après le journal *Karialla* (numéro du 15 mai), proposa une résolution dans laquelle il était déclaré que le Parti socialiste ouvrier finlandais décidait d'adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale. Le rapport fut adopté par l'assemblée à l'unanimité, sans discussion. Alors, le préfet de police assistant à la séance, demanda si on devait comprendre ce vote dans le sens que le Parti décidait d'entrer dans la 3<sup>e</sup> Internationale. Sur la réponse affirmative du président, le maître de police déclara que cette disposition était criminelle, donna l'ordre de fermer les portes, y mit une garde et ordonna d'arrêter les personnes présentes pour leur faire subir un interrogatoire. On enleva aux membres du bureau et du secrétariat tous leurs documents et papiers. La police s'empara également des portefeuilles et serviettes des membres de la réunion. Ensuite, le Congrès fut fermé par le préfet de police qui ordonna aux assistants de se séparer.

Au nombre des personnes arrêtées se trouvaient Sulo Wuolioki, Eino Pekkala et le président de l'assemblée, Auguste Ratikainen.

Le 31 mai, la diète eut à s'occuper de la question de la dissolution par la force armée du Congrès convoqué pour la constitution du Parti socialiste ouvrier finlandais.

Dans sa réponse à l'interpellation, le ministre de l'Intérieur, von Hellen, déclara que, par sa décision d'adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale, le nouveau Parti s'était mis en dehors de la « légalité », car la 3<sup>e</sup> Internationale, différant en cela de la 2<sup>e</sup>, reconnaît non seulement les méthodes parle-

mentaires, mais encore les méthodes révolutionnaires de lutte des classes. Il ajouta que la Finlande devait être particulièrement sur ses gardes en ce qui concernait les tentatives révolutionnaires, car deux années auparavant ces tentatives avaient abouti à une insurrection soutenue par la Russie soviétiste. Puis il cita les prétendues paroles du camarade Zinovief : le pouvoir soviétiste peut conclure des traités de paix avec n'importe qui sans que cela engage d'aucune façon la 3<sup>e</sup> Internationale.

Le député social-démocrate Kottonen critiqua les explications du ministre et déclara que la conduite du gouvernement en cette occurrence avait été d'une bêtise inqualifiable et avait rendu un immense service au communisme.

Ainsi, Kottonen, un des plus ardents chauvinistes-traîtres, a dévoilé le secret de l'indignation causée aux social-démocrates par la politique du gouvernement : la conduite de ce dernier « a rendu un immense service au communisme ».

C'est cela, Quoi que vous fassiez, messieurs, vous aiderez involontairement le communisme parce : vous : bourgeois et social-démocrates jaunes, c'est l'abîme qui vous attend, tandis que la classe ouvrière, elle, marche sûrement et irrésistiblement au pouvoir.

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémisantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)  
Georges DANGON, imprimeur  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup> arr.)

(1) On appelle ainsi en Finlande la diète qui y siège après la défaite de la révolution. Les s.-d. n'entraient pas dans la composition de cette diète.